Notes de l'Ifri
Russie.Nei.Visions 114

Le « grand retour » de la Russie en Afrique ?

Arnaud KALIKA

Avril 2019

Centre Russie/NEI

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 978-2-36567-976-3
© Tous droits réservés, Ifri, 2019
Couverture : © Kremlin.ru

Comment citer cette publication :
Arnaud Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 114, Ifri, avril 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15—FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00—Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site : Ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Arnaud Kalika, juriste de formation, a commencé sa carrière au sein de l'administration française (Secrétariat général de la défense nationale puis au Bureau Études et Prospective de la Direction du renseignement militaire) comme analyste géopolitique sur le monde post-soviétique. En 2005, il devient journaliste accrédité, rédacteur en chef de la lettre confidentielle TTU, sous la direction de Guy Perrimond. Il dirige durant cette période le séminaire Asie centrale au Collège interarmées de défense. Puis, en 2011, il intègre le bureau Défense de l'ADIT où il est responsable des questions de *compliance*, d'intégrité et d'intelligence économique. En 2013, il rejoint le fonds d'investissement français Meridiam, pour y monter une Direction de la sécurité aux côtés du fondateur, Thierry Déau.

Parmi ses dernières publications spécialisées :

- « "Dérisquer" l'investissement en zone complexe », *Sécurité et stratégie*, n° 30, été 2018.
- « La perception russe de sa propre sécurité : mythes et réalités », *Sécurité globale*, vol. 1, n° 5, 2016.
- « Le brouillard manichéen de la relation franco-russe », *La Revue des deux mondes*, septembre 2015.

Le Centre Russie/NEI remercie vivement le directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri, Alain Antil, pour sa contribution au *peer-review* de cette étude.

Résumé

Le « retour en force » de la Russie en Afrique est largement commenté depuis 2017. Quelle est son ampleur réelle et comment la politique africaine de la Russie s'articule-t-elle ? Cette note entend y répondre en s'appuyant sur les témoignages croisés d'experts et d'acteurs russes et africains, que l'auteur a pu rencontrer lors de ses différentes missions. Certes, le retour de la Russie en Afrique est indéniable. Cependant, l'approche de Moscou se fonde moins sur un grand dessein stratégique de domination que sur une quête d'influence opportuniste et pragmatique, essentiellement dictée par des impératifs économiques.

Sommaire

INTRODUCTION 5

MYTHES ET RÉALITÉS D'UN RETOUR OPPORTUNISTE 6

Un regain d'intérêt relativement récent pour l'Afrique 6

La Russie : un nain économique en Afrique 7

« Sécurité contre avantages économiques » 9

LES VECTEURS ET MANIFESTATIONS DE L'INFLUENCE RUSSE EN AFRIQUE 15

L'héritage du mythe soviétique 15

La coopération culturelle et académique 16

Le vecteur médiatique 19

Le vecteur diplomatique et militaro-sécuritaire 19

Les vecteurs du nucléaire civil et de l'énergie 22

PERSPECTIVES : UNE RELATION RUSSO-AFRICAINE TOUJOURS PLUS CLIENTÉLISTE 25

Introduction

En décembre 2017, Moscou a obtenu de l'Organisation des nations unies (ONU) une levée de l'embargo sur les armes pour équiper et former les unités centrafricaines (environ 1 300 hommes[1]). Le retour de la Russie en Afrique, de Luanda à Port Soudan en passant par Le Caire et Pretoria, est depuis largement commenté. Ainsi, la ministre des Armées Florence Parly a-t-elle estimé, en marge du Forum de Dakar 2018, que l'implication russe en Centrafrique n'était pas un facteur stabilisateur pour le pays[2]. Au-delà du récit de la « reconquête » d'un espace que la Russie postsoviétique avait abandonné, la nature de ce retour soulève trois questions. Procède-t-il uniquement d'un « effet d'aubaine » ou au contraire d'une stratégie mûrement réfléchie par le Kremlin, au même titre que celle du « tournant vers l'Asie » amorcé dès le premier mandat de Vladimir Poutine ? Quels sont les vecteurs privilégiés de ce retour : la diplomatie, la sphère militaire, les ressources naturelles, l'économie ? Enfin, comment cette politique s'articule-t-elle avec la concurrence des autres puissances déjà présentes sur le continent africain ?

Le présent article tente d'apporter des éléments de réponse à ces interrogations. Premièrement, quoiqu'incontestable, le retour de la Russie en Afrique est beaucoup moins spectaculaire que ne le laisse penser sa couverture médiatique récente. Deuxièmement, les moyens de ce retour relèvent surtout de l'influence et des actions indirectes, dont certains acteurs privés et publics sont les instruments. Troisièmement, les perspectives de la Russie en Afrique reposent vraisemblablement sur deux piliers, la coopération militaro-technique et l'exploitation des ressources naturelles.

1. Sur place, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) compte déjà 11 650 hommes.
2. Voir l'entretien de la ministre des Armées F. Parly accordé à B. Roger, « Nous sommes prêts à intervenir si le Burkina Faso nous le demande », *Jeune Afrique*, 1er novembre 2018, www.jeuneafrique.com.

Mythes et réalités d'un retour opportuniste

Un regain d'intérêt relativement récent pour l'Afrique

L'investissement politique russe en Afrique n'a rien de comparable avec celui de Moscou en Asie. Dès son premier mandat, Vladimir Poutine a effectué une tournée asiatique pour y tisser des liens bilatéraux. Il n'accordait alors à l'Afrique qu'une importance marginale. Si l'Asie au-delà de l'Oural appartient à l'histoire culturelle russe jusque dans le symbole de ses armoiries (aigle bicéphale), l'Afrique reste un continent reculé, en dépit des racines éthiopiennes d'Alexandre Pouchkine. De même, dans l'échelle des priorités, l'Arctique et le Grand Nord entrent dans les intérêts stratégiques du Kremlin en raison, entre autres, des ressources à exploiter et des emprises militaires russes de la région de Mourmansk, alors que l'Afrique reste un espace secondaire, sans véritables perspectives économiques et sous influence des anciennes puissances coloniales européennes. Dans le Concept de politique étrangère (2016), l'Afrique est en effet rejetée au dernier article (99) invitant à une « coopération diversifiée ».

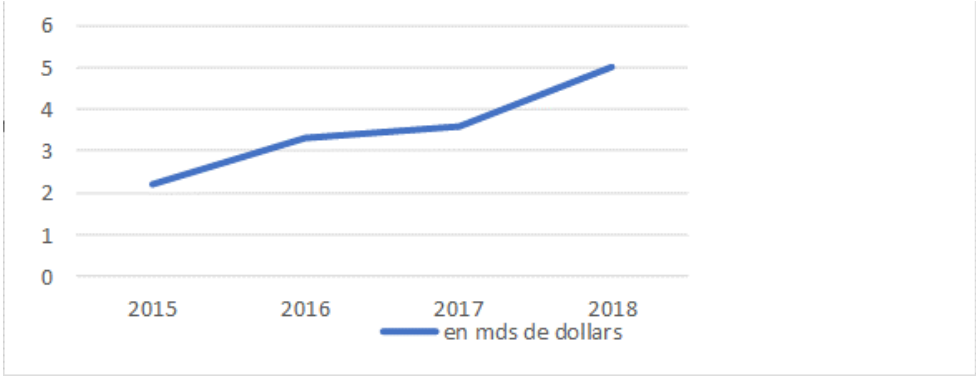
La relance par le Kremlin de sa politique africaine à partir de la fin de l'année 2014 peut s'expliquer par la conjonction de trois facteurs : les sanctions occidentales adoptées contre la Russie après l'annexion de la Crimée, l'entrée en vigueur de l'Union économique eurasiatique (UEE) et le début des frappes aériennes russes en Syrie (30 septembre 2015). La confrontation avec l'Occident s'impose désormais comme un élément structurant de la politique étrangère russe. Motivé à la fois par des considérations de politique intérieure et par une volonté de puissance, ce positionnement conduit le Kremlin dans une quête tous azimuts de partenaires alternatifs. L'intérêt russe pour l'Afrique s'inscrit dans cette perspective, bien que le continent soit déjà un espace d'intense compétition entre les anciennes puissances coloniales et les pays émergents, dont plusieurs partenaires de la Russie comme l'Inde, la Chine, le Brésil, la Turquie et Israël. En outre, les autorités russes cherchent de nouvelles ressources financières et économiques, hors du champ d'application des sanctions européennes et américaines. La Russie semble ainsi redécouvrir, après un désengagement massif au début des années 1990, l'attractivité d'un

continent dans lequel l'Union soviétique s'était largement investie, politiquement et économiquement.

La Russie : un nain économique en Afrique

Le poids économique de la Russie en Afrique est néanmoins modeste. Avec l'Afrique subsaharienne en particulier, le volume des échanges commerciaux ne dépasse pas 5 milliards de dollars par an selon les statistiques officielles[3].

Échanges entre la Russie et l'Afrique subsaharienne



Source : site officiel d'information sur les marchés publics, https://torgi.gov.ru.

Si l'on inclut l'Afrique du Nord pour la seule année 2017, le volume des échanges commerciaux s'élève à 17 milliards de dollars. Ce chiffre, comparable aux échanges entre, par exemple, le Brésil et l'Afrique, est bien inférieur aux résultats réalisés par les puissances concurrentes. Selon l'agence d'information économique africaine Ecofin[4], les volumes des échanges en 2017 représenteraient 275 milliards de dollars entre l'Afrique et l'Union européenne, 200 milliards de dollars avec la Chine, 70 milliards avec l'Inde, 53 milliards de dollars avec les États-Unis et 20 milliards avec la Turquie. Selon un journaliste russe spécialisé en économie, « l'objectif réel du retour de la Russie en Afrique n'est pas tant lié à des considérations de politique extérieure qu'à la perspective d'une relance des affaires dans un espace non soumis aux sanctions et où Moscou est très en retard. Si le ministère des Affaires étrangères y est autant impliqué, c'est parce qu'il représente avec le ministère de la Défense l'instrument privilégié pour la conquête des marchés[5] ».

3. En raison d'un manque de fiabilité statistique et de sources contradictoires, nous avons choisi de ne conserver que les trois dernières années avec le premier semestre 2018.
4. Agence créée en décembre 2010 et située à Yaoundé et à Genève, www.agenceecofin.com.
5. Entretien avec l'auteur, Paris, 10 juillet 2018.

En matière d'exportations militaires, l'Afrique reste un marché à conquérir, même si l'empreinte russe est déjà tangible. Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) précise que l'essentiel (78 %) des exportations militaires russes sur le marché africain est destiné à l'Algérie. L'Afrique, dans son ensemble, ne représente que 13 % du volume global des exportations militaires russes. En outre, sur la période 2013-2017, les exportations globales d'armements russes en Afrique ont baissé de 32 % par rapport à la période 2008-2012[6]. Les chiffres de Rosoboronexport sur la période 2011-2015 indiquent pour leur part que la Russie représente 30 % des importations d'armements pour l'Afrique subsaharienne. Ces résultats ne prennent pas en compte certains contrats de maintien en condition opérationnelle du matériel soviétique, encore en état fonctionnel dans trois quarts des pays africains[7]. Reconquérir le marché africain implique donc de vendre des prestations de service et de remise en état (le rétrofit). Pour 2017, le service responsable de l'ensemble du secteur et de la coopération industrielle et technique, le FSVTS (Service fédéral pour la coopération militaro-technique) indique détenir un carnet de commandes de 45 milliards de dollars. La majorité de l'équipement est destinée à la Chine, l'Inde et le Vietnam. L'Afrique est très loin derrière. Parmi les quelques pays africains ayant reçu des matériels russes en 2017, figurent :

- L'Algérie (quatre systèmes *Iskander-E* de courte portée, six Su-30MKA, six Mi-28NE en plus des 42 commandés en 2013, les premiers chars lourds T-90SA, des systèmes de missiles TOS-1 et BuK-M2E… en attendant une sous-marinade de la classe Kilo) ;
- L'Égypte (46 MiG-29M/M2, 19 *Kamov* 52 équipés des systèmes antichars AT-9 et AT-16, des systèmes de missiles S-300…) ;
- Le Kenya (un Mi-17 pour la police) ;
- Le Nigeria (deux Mi-35) ;
- Le Mali (deux Mi-35 commandés pour une livraison en 2019) ;
- L'Angola (rétrofit de 18 Su-30K) ;
- La Guinée équatoriale (des armes automatiques, 12 systèmes sol-air de type E6 et deux Pantsyr-S1) ;
- Le Burkina Faso (deux Mi-171).

6. P. Wezeman, A. Fleurant, A. Kuimova, N. Tian et S. Wezeman, « Trends in International Arms Transfers 2017 », SIPRI Fact Sheet, mars 2018, p. 7.
7. I. Konovalov et G. Šubin, « Sovremennaâ Afrika : Vojny i oružie » [L'Afrique contemporaine : Guerres et armement], Institut Afriki RAN, 2013.

Un journaliste militaire d'un grand quotidien russe confie que « les clients africains veulent des systèmes modernes. L'objectif du FSVTS est de les convaincre qu'il est plus intéressant d'acheter aux Russes qu'aux Chinois ou aux Israéliens[8] ».

« Sécurité contre avantages économiques »

Les acteurs russes impliqués en Afrique cherchent principalement à tirer des avantages économiques en contrepartie de la vente de biens et de services russes dans le domaine sécuritaire. Afin d'y parvenir et d'améliorer ses positions en Afrique, le Kremlin et le ministère des Affaires étrangères (MID) ont exploité la machine étatique en enclenchant dans un premier temps une offensive informationnelle (2014), puis en dépêchant des délégations sur le terrain (2018), avec à leur tête le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le secrétaire du Conseil de sécurité Nikolaï Patrouchev.

Sur le plan informationnel, à partir de 2013, la Russie a rompu avec un discours jusqu'alors principalement négatif sur l'Afrique pour la présenter comme un espace à fort potentiel économique. Cet infléchissement du discours a été incarné par Mikhaïl Marguelov, qui a été le représentant spécial du Kremlin pour l'Afrique jusqu'en 2014[9]. Les médias russes nationaux et internationaux accompagnent cette évolution, soulignant l'importance de la Russie pour l'Afrique et inversement[10]. L'Institut des études africaines de l'Académie des sciences a été mis en avant par l'intermédiaire de sa directrice, Irina Abramova, experte reconnue de l'Afrique subsaharienne, afin d'étayer ce discours par des écrits scientifiques et l'organisation de rencontres entre experts. L'apport académique contribue à l'émergence d'une approche panafricaine inédite pour la Russie. En effet, la perception la plus répandue au sein des élites russes est une séparation entre l'Afrique du Nord, la partie « utile » et dynamique du continent, et l'Afrique subsaharienne, envisagée comme moins prometteuse. Cette vision binaire de l'Afrique a désormais disparu, du moins dans le discours. Lorsqu'il annonce en 2017 que l'Égypte a signé un contrat pour la construction de quatre centrales nucléaires sur 60 ans, ou qu'il reçoit en

8. Entretien avec l'auteur, Paris, 31 août 2018.
9. Nommé en 2011, Marguelov a vraiment cherché de la visibilité à partir de 2013 pour communiquer sur l'activisme économique de la Russie en Afrique.
10. Voir, entre autres : K. Babaïev, « Začem Rossii nužna Afrika » [Pourquoi la Russie a besoin de l'Afrique], *Moskovskij Komsomolec*, 8 novembre 2015, www.mk.ru ; K. Klomegah, « Russia Struggles to Regain Influence in Africa », Russia Beyond The Headlines, 23 septembre 2016, www.rbth.com ; « Poutine explique comment la Russie aidera l'Afrique dans le secteur énergétique », Sputnik France, 27 juillet 2018, https://fr.sputniknews.com.

mai 2018 le président de la Centrafrique, Faustin Archange Touadéra, au Forum économique de Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine affiche un pragmatisme économique panafricain[11]. De plus, le président russe cherche, en creux, à afficher la capacité de la Russie à peser dans une zone d'influence traditionnellement acquise aux puissances occidentales.

Pour traduire cette évolution sur le terrain, le vice-ministre des Affaires étrangères et représentant spécial du Kremlin pour l'Afrique et le Moyen-Orient, Mikhaïl Bogdanov, a supervisé en 2017 le renouvellement d'une partie de ses ambassadeurs, au Mozambique, au Maroc, au Nigeria, au Rwanda, au Soudan et Cameroun. La Centrafrique, où l'ambassadeur Sergueï Lobanov occupe le terrain depuis 2011, constitue à cet égard une exception notable. La longévité de l'ambassadeur Lobanov pourrait s'expliquer par la volonté de la Russie d'inscrire sa politique en Centrafrique sur le long terme. Néanmoins, on peut aussi considérer, comme nous l'a suggéré un ancien diplomate russe, que ce poste n'a jamais été particulièrement prisé. En effet, l'ambassade de Russie à Bangui présente le double inconvénient d'être en sous-effectif et de ne pas représenter un tremplin de carrière, à la différence des postes de Luanda et de Nairobi. Il n'en reste pas moins que Lobanov a l'avantage de bien connaître le tissu local et le contexte de la crise actuelle : il a vraisemblablement facilité l'insertion des militaires et paramilitaires russes sur le terrain au début de l'année 2018.

Mikhaïl Bogdanov a, par ailleurs, minutieusement préparé la visite de son ministre, du 5 au 9 mars 2018. Sergueï Lavrov a concentré ses efforts sur l'Afrique subsaharienne, où la Russie est économiquement la plus faible, dans l'espoir d'y conclure des accords-cadres. Le ministre a visité successivement l'Angola, la Namibie, le Mozambique, le Zimbabwe et l'Éthiopie. Dans chacun des pays, il a promu trois piliers : le renouveau ou le renforcement de la coopération militaire et de sécurité ; l'ouverture des économies nationales aux investissements russes ; la relance des échanges culturels et universitaires. Il s'agit de gagner des parts de marchés, de développer la coopération scientifique et technique, de ne pas rester à l'écart de l'exploitation des ressources naturelles et de s'inscrire comme un acteur majeur dans la lutte contre le terrorisme en Afrique. Autrement dit, Moscou entend développer des partenariats de type « sécurité contre avantages économiques » dont la base reposerait sur trois caractéristiques fréquentes au sud du Sahara :

11. « Vstreča s Prezidentom Central'noafrikanskoj Respubliki Fostenom Arkanžem Tuaderoj » [Rencontre avec le président de la République centrafricaine Faustin-Archange Touadera], Kremlin, 23 mai 2018, http://kremlin.ru

- L'incapacité des gouvernements à maintenir l'ordre et la sécurité seuls sur leur territoire, malgré l'appui occidental (bande sahélienne, République Centrafricaine [RCA]…) ;
- La lassitude chez certains acteurs publics africains vis-à-vis du prêteur chinois et de la relation commerciale avec la Chine, alors que la Russie promet un modèle en apparence plus intéressant. En Mauritanie, au Ghana ou encore en Éthiopie, les clients publics ont accumulé beaucoup de déconvenues avec des partenaires chinois au travers de contrats de financement trop souvent défavorables à l'État par rapport aux prestations garanties. La Russie dit vouloir prendre le contre-pied de ce type de contrat en restant au plus proche des besoins du client public ;
- Enfin, la crainte ressentie par une majorité de dirigeants africains à l'égard des « révolutions de couleur », contre lesquelles Moscou semble pouvoir les protéger, comme le démontre son intervention en Syrie. Ici comme au Moyen-Orient ou en Asie centrale, la Russie s'érige donc en « fournisseur » de sécurité et de stabilité pour ces régimes contre la menace d'ingérences extérieures ou de troubles intérieurs.

Dans les cinq pays visités par Sergueï Lavrov, la Russie a mis en avant son siège permanent au Conseil de sécurité pour légitimer son droit de soutenir l'Afrique dans sa lutte contre l'insécurité. Moscou aspire à un siège d'observateur au G5 Sahel et l'a défendu auprès des cinq pays, ce point ayant aussi fait l'objet de discussions postérieures discrètes avec le Sénégal et la Mauritanie[12]. Plus rhétorique, mais avec un impact non négligeable sur les clients potentiels, la menace de « révolutions de couleur » a été agitée à tous les échelons, notamment par le secrétaire du Conseil de Sécurité Nikolaï Patrouchev, le 26 juin 2018, dans le contexte de sa tournée de deux semaines en Angola et en Afrique du Sud. Ce déplacement était destiné à sceller une coopération dans la lutte contre le terrorisme islamiste et les mouvements radicaux, susceptibles de préparer des « révolutions de couleur » dans ces pays et, plus largement, en Afrique australe. Le vice-ministre de l'Intérieur Igor Zoubov, qui accompagnait Patrouchev, a quant à lui rappelé le rôle des États-Unis et des puissances extérieures dans la déstabilisation de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye et des « printemps arabes ». Il a exhorté l'Afrique à combattre les hégémonies de toutes sortes, dans un contexte de fragilisation du système des relations internationales érigé depuis 1945[13]. Selon un journaliste sud-africain ayant suivi ces délégations, « le discours russe est centré sur la nécessité de trouver des solutions alternatives à celles

12. Entretiens informels lors du Forum de Dakar de 2017.
13. P. Tarasenko, « Rossii poučit Angoly borbe s terrorizmom » [La Russie va apprendre la lutte contre le terrorisme à l'Angola], *Kommersant*, 28 juin 2018, www.kommersant.ru.

proposées par l'Occident[14] ». Malgré son caractère simpliste, cette lecture est récurrente chez la majorité des observateurs russes suivant les affaires africaines interrogés dans le cadre de ce travail.

Dans les cinq pays visités, l'Angola, la Namibie, le Mozambique, le Zimbabwe et l'Éthiopie, les échanges sont en berne malgré le lien historique qui les unit à Moscou depuis l'époque soviétique. Le fusil d'assaut Kalachnikov orne encore les armoiries du Mozambique et du Zimbabwe. Une large partie des élites de ces États a été formée en URSS.

Le nouveau président de l'Angola, João Lourenço, est diplômé de l'Académie militaire et politique Lénine et a été pendant plusieurs années l'interlocuteur de Moscou pour le commerce des armes et les formations militaires. Selon un lobbyiste français vivant à Luanda, « l'actuel président a toujours entretenu les meilleures relations avec l'ancien ministre de la Défense russe, Sergueï Ivanov, de même qu'avec l'actuel Sergueï Choïgou[15] ». Malgré un contexte historique favorable, les échanges commerciaux russo-angolais n'ont jamais dépassé 600 millions de dollars ces trois dernières années, contre 14 milliards de dollars sur la même période pour la coopération sino-angolaise. Selon la même source, « une part importante des échanges avec la Russie a lieu dans la « zone grise » de l'économie et il semble que la visite de Lavrov soit aussi le signal d'un changement de cap en matière de respect des règles financières. Moscou veut pouvoir raconter des *success stories* et, pour cela, il faut des marchés transparents, reconnus comme tels par les institutions financières internationales comme la Banque mondiale ». Toujours présentes, les valises de billets ne sont pourtant plus systématiques ; à l'instar de la Chine, la Russie dilue les « avantages » au travers de montages toujours plus complexes impliquant les grandes entreprises d'État. Il s'agit en pratique de négocier des « contre-lettres » adjointes au contrat, dans lesquelles le client public s'engage à garantir à l'entreprise une position préférentielle pour des opérations futures de gré à gré, voire des offres non sollicitées. En Centrafrique, malgré toute l'incertitude qui pèse sur la réalité des ressources, Rosatom a déjà négocié des positions privilégiées lui garantissant la primeur des premières explorations de gisement d'uranium dans la zone de Bakouma. Derrière ces contrats parfaitement légaux (ou Mémorandum d'entente – MoU) se cachent souvent des rétrocommissions, en vue de rémunérer les intermédiaires et autres facilitateurs.

14. Entretien avec l'auteur, Abidjan, mars 2018.
15. Entretien téléphonique avec l'auteur, Paris, 24 mars 2018.

Deuxième pays visité, la Namibie est perçue au MID comme un « pays frère » que l'URSS avait aidé durant la guerre de la frontière sud-africaine (1966-1988) qui opposait l'Angola à l'Afrique du Sud. Le volet diplomatique a été marqué par le dialogue entre Sergueï Lavrov et son homologue, Netumbo Nandi-Ndaitwah, durant lequel il a proposé une réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU en l'ouvrant notamment à des pays africains. Là encore, il s'agit de relancer la coopération économique entre les deux pays : le volume des échanges était de 24 millions de dollars en 2017, contre 134 millions de dollars en 2011. Plusieurs contrats d'armement avaient alors été signés pour des systèmes de petits calibres. Le ministre a confirmé la signature d'une lettre de manifestation d'intérêt de la Namibie pour travailler avec Rosatom, qui depuis 2017 développe la mise en place de coopérations scientifiques et techniques dans l'espoir de construire des centrales. Il ne faut cependant pas voir dans ces documents la conclusion d'un contrat en bonne et due forme, mais plutôt une amorce de discussion. De même, la société Soukhoï a répondu à un appel à manifestation d'intérêt de la part de la société nationale Air Namibia pour l'avion régional Superjet 100 et figure, selon Sergueï Lavrov, parmi les favoris.

Troisième étape, le Mozambique, avec en priorité l'augmentation de la coopération militaire pour des systèmes d'armes de type sol-sol. Sergueï Lavrov a proposé d'accompagner les forces locales dans leur combat contre les groupes liés à Al-Shabab et les a invitées à intégrer le référentiel de données partagées avec le Service Fédéral de Sécurité russe (FSB, l'un des successeurs du KGB). Une fois de plus, l'enjeu économique est central : la Russie reste un partenaire de second rang pour le Mozambique, avec moins de 100 millions de dollars d'échanges en 2017. Moscou a donc mis en place une commission économique, technique et scientifique bilatérale, dont le premier dossier concernera la mise à disposition, dans le cadre d'un accord global, de satellites russes de télécommunication à l'horizon 2020.

Le Zimbabwe constitue l'avant-dernière étape de la tournée africaine de Sergueï Lavrov. La proximité entre le Zimbabwe, client historique du complexe militaro-industriel soviétique, et la Russie, est due à la relation particulière entre l'ex-président Robert Mugabe et Vladimir Poutine. La nouvelle équipe présidentielle zimbabwéenne n'a pas l'intention de remettre en cause la relation bilatérale. Les échanges économiques sont pourtant en forte baisse, passant de 67 millions de dollars en 2016 à 53 millions en 2017. Outre l'armement qui reste un vecteur de croissance pour le commerce mis en avant par le ministre, l'intérêt que représente ce pays pour la Russie réside dans l'exploitation du diamant et des métaux rares. Jusqu'à présent, Moscou ne parvient pas à franchir le palier et les seules ventes d'armes ne suffisent pas à tirer les échanges vers le haut.

Le ministre a conclu son voyage par l'Éthiopie, à l'occasion du 120e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, fêté à l'ambassade de Russie à Addis Abeba. Les échanges économiques sont dans le rouge. Avec une baisse de plus de 50 % entre 2016 et 2017, ils dépassent tout juste 80 millions de dollars par an, loin derrière les États-Unis et la Chine, les deux principaux partenaires commerciaux du pays. Pourtant, contrairement aux quatre autres pays visités, Sergueï Lavrov a moins insisté sur la relance économique que sur l'importance stratégique de la Corne de l'Afrique et de Djibouti, où la plupart des puissances concurrentes ont installé des bases militaires et logistiques (France, États-Unis, Chine, Turquie, Émirats arabes unis, Japon…). La Russie voit dans l'Éthiopie un possible point d'ancrage pour observer les évolutions des pays de la Corne de l'Afrique, mais son potentiel d'influence y est limité. Selon un ancien officier éthiopien, « l'Éthiopie a beaucoup d'estime pour la Russie sur le plan militaire, mais elle a depuis longtemps confié son développement aux États-Unis. Nous continuerons à lui acheter des armes parce que ses systèmes sont de bonne qualité et que nous souhaitons préserver ce canal d'approvisionnement, mais je ne la vois pas revenir au centre du jeu stratégique de la Corne de l'Afrique », à l'exception peut-être du Soudan[16].

Il est à noter que, parallèlement à la tournée de Sergueï Lavrov, celle du secrétaire d'État américain Rex Tillerson s'est déroulée au Nigeria, au Tchad, au Kenya, à Djibouti et en Éthiopie, amenant les deux hommes politiques à se croiser dans les couloirs d'un hôtel jouxtant le siège de l'Union africaine. Un analyste américain à la retraite nous a confié que « la concomitance de ces visites ne doit pas être surinterprétée, même si la Russie a logiquement cherché à exploiter cet « effet de miroir » pour valoriser la tournée de Sergueï Lavrov[17] ».

En somme, la Russie s'inscrit dans une logique d'opportunisme économique et ne prétend pas rejouer en Afrique le rôle de l'Union soviétique : elle n'en a ni les moyens, ni l'ambition. En revanche, elle souhaite prendre part à l'avenir du continent et entend ne plus rester à l'écart de ce marché économique et de l'accès à ses ressources[18].

16. Entretien téléphonique avec l'auteur, 3 juillet 2018.
17. Entretien avec l'auteur, Londres, 20 juillet 2018.
18. I. Abramova, « Afrikanskoe turne S.V. Lavrova : novye vyzovy i perspektivy rossijsko-afrikanskogo sotrudničestva » [La tournée africaine de Sergueï Lavrov : nouveaux défis et perspectives de la coopération russo-africaine], *Azia i Afrika*, n° 5, 2018, p. 2-10.

Les vecteurs et manifestations de l'influence russe en Afrique

L'héritage du mythe soviétique

Le récit de l'épopée soviétique en Afrique (épuré de ses échecs) constitue le socle à partir duquel la Russie justifie son retour sur le continent. En 2013, lorsque Vladimir Poutine a rendu hommage à Nelson Mandela, il a souligné l'amitié qui liait celui-ci à la Russie et l'importance du soutien apporté par Moscou dans la lutte contre le régime d'Apartheid[19]. Réinterpréter les grands événements historiques à son avantage et à son image est constitutif de la rhétorique du retour de la Russie dans la région. L'ensemble de la production des bulletins d'information de l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences s'attache à mettre en valeur le rôle de l'Union soviétique dans le développement de l'Afrique[20].

Or, l'implication de l'Union soviétique en Afrique pendant la Guerre froide était partie intégrante de la lutte globale contre l'Occident. Moscou n'avait pas de stratégie africaine à proprement parler. Comme indiqué plus haut, l'Afrique n'était pas non plus sa priorité après la chute de l'URSS. L'intérêt diplomatique de la Russie prend pourtant racine à la fin du XIXe siècle, en contrepoint de son exclusion du partage colonial de l'Afrique par les puissances européennes à la Conférence de Berlin, en 1885. Cette mise à l'écart a constitué le terrain fertile de la « Mecque rouge », expression autrefois employée par les soviétologues pour qualifier l'URSS en tant que nouveau référent normatif et idéologique. En novembre 1922, année de création de la Guépéou (police d'État qui succède à la Tchéka) et de naissance de l'URSS, le quatrième Congrès du Komintern (Internationale communiste) s'est penché sur la « question africaine », l'esclavage et la responsabilité des États-Unis. L'idée des nouveaux responsables soviétiques était déjà d'utiliser le continent pour marquer des points dans la compétition qui les opposait au camp capitaliste. Il s'agissait aussi de diffuser l'idéologie communiste auprès de la communauté afro-américaine aux États-Unis. En outre, à en croire un diplomate éthiopien, les dirigeants soviétiques avaient

19. « Putin Calls Nelson Mandela "Greatest Humanist of Our Time" », *The Moscow Times*, 13 décembre 2013, https://themoscowtimes.com.
20. Bulletin d'information de l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences de Russie, septembre 2018.

envisagé la fondation d'un détachement militaire africain de l'Armée rouge[21].

Plusieurs pays d'Afrique ont signé avec l'URSS des accords de coopération culturelle, qui ont permis l'implantation de centres culturels soviétiques sur le continent. En parallèle, Moscou apportait son soutien financier aux armées locales. Le *soft power* allait ainsi de pair avec le *hard power*.

Le souvenir de l'expérience soviétique en Afrique est aussi celui de l'échec et de l'abandon du socialisme. Lorsque Mikhaïl Gorbatchev est arrivé au pouvoir, l'Afrique n'était plus un enjeu stratégique majeur. La priorité était d'empêcher l'effondrement de l'État, de réduire la prégnance de l'idéologie dans les structures du pouvoir, de redresser l'économie et d'intégrer la « maison commune » européenne. En Afrique, le camp socialiste africain s'est considérablement affaibli et neuf ambassades et représentations commerciales soviétiques y ont été fermées[22]. Le vide stratégique laissé par ce départ précipité a rapidement été comblé par les puissances occidentales et la Chine : « C'était du jamais vu. Les Soviétiques ont plié bagage du jour au lendemain et l'URSS a été rayée de la carte. Une aubaine pour les autres ![23] ».

La coopération culturelle et académique

Outre les relations culturelles à proprement parler (promotion de la littérature russe, coopération entre musées…), les champs linguistiques et académiques (histoire, mathématiques, économie…) constituent deux éléments clefs de la diplomatie culturelle russe en Afrique. Les chiffres communiqués par l'université russe de l'Amitié des peuples (RUDN) indiquent que 400 000 étudiants africains ont été formés depuis les années 1970, ce qui représente une empreinte non négligeable. Selon nos informations recueillies auprès de l'administration de plusieurs résidences étudiantes de Moscou dans les quartiers de Beliaevo et Iougo-Zapadnaïa, où résident une majorité d'étudiants étrangers, il y aurait actuellement moins de 5 000 étudiants africains dans les universités russes, dont 3 000 boursiers[24]. Parmi eux, la majorité vient étudier la langue et la civilisation dans le but de pouvoir, ensuite, postuler pour un cycle

21. Entretiens avec un diplomate éthiopien, Paris, avril 2018. Il estime qu'une « Armée rouge d'Afrique » allait dans le sens de la Révolution.
22. A. Arkhangelskaya, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, vol. 4, n° 248, 2013, p. 61-74.
23. Entretien avec un fonctionnaire ghanéen, Paris, février 2018.
24. Se reporter également aux statistiques de l'Unesco : http://uis.unesco.org.

scientifique. Selon un enseignant du RUDN, qui officie depuis une vingtaine d'années sur place auprès des étrangers, « les étudiants africains sont de moins en moins nombreux mais, d'une certaine façon, ils n'ont jamais été aussi nombreux que nous le pensions. Par exemple, à l'institut Pouchkine, rue Volguina, les étudiants africains qui occupent le foyer ont pour beaucoup dépassé le stade estudiantin et occupent les lieux comme s'ils occupaient un logement. L'administration continue pourtant de les comptabiliser comme étudiants…[25] ».

Institution importante de la coopération académique russo-africaine, l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences de Russie jouit du soutien officiel du MID et comprend plusieurs dizaines de publications analytiques, de recherche ou d'information. Divisée en 11 centres de recherche (Centre d'histoire et d'anthropologie, Centre de recherche sur l'histoire de l'Afrique du Sud, Centre sur l'Afrique du Nord et Corne de l'Afrique, Centre d'études des économies en transition, Centre d'études sur les questions stratégiques[26]…), la structure se présente comme un laboratoire d'idées sur l'Afrique. Elle constitue à la fois une possible ressource préalable à l'action politique, et un outil d'influence. Depuis 2014, les thèmes de recherche dans le cadre de mémoires et thèses de doctorat sur l'Afrique y sont variés : les perspectives pour une extension des BRICS, les intérêts russes en Afrique, l'innovation en Afrique, gouvernance et stabilité en Afrique, la coopération entre l'Afrique du Sud et la Russie, le radicalisme islamiste en Afrique, les évolutions politiques et sécuritaires au Sahel, l'identité africaine au XXIe siècle, la lecture culturaliste et civilisationnelle de l'Afrique, la politique étrangère des États africains, l'histoire des conflits armés en Afrique, les conséquences de la mondialisation en Afrique… La bibliographie est particulièrement riche : une centaine d'ouvrages, essais, publiés en 2018 et davantage en 2017. L'Académie a beaucoup publié sur l'empreinte chinoise en Afrique et la directrice de l'Institut, Irina Abramova, appelle régulièrement Moscou à s'imposer en Afrique pour y contenir les ambitions de Pékin, voire tenter de proposer aux États africains une alternative russe[27]. L'approche chinoise de l'Afrique a très probablement influencé celle de la Russie. Les chercheurs russes ont notamment étudié les plateformes bilatérales sino-africaines visant à développer les synergies entre les industriels africains et les banques chinoises[28], à l'exemple de la

25. Entretien avec l'auteur, Cracovie, juillet 2018.
26. Voir, sur le site de l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences de Russie : www.inafran.ru.
27. Interview d'I. Abramova accordé à K. Klomegah, « With Ambitious Goals, Russia Joins Foreign Players in Africa », Modern Ghana, 25 avril 2016, www.modernghana.com.
28. I. Abramova, « Plenary Report: Potential of the African Continent in the Updated Strategy of Development of the Russian Federation », XIVe International Conference of Africanists, Moscou, 17-20 octobre 2017, www.inafran.ru.

China Africa Research Initiative[29], qui au travers de bourses et de financement de recherche a permis à la China Development Bank d'utiliser intelligemment le vecteur académique au profit des affaires. De même, le forum sino-africain (FOCAC) est analysé en Russie comme un modèle diplomatico-économique efficace pour pénétrer le marché africain au travers notamment de zones économiques spéciales (ZES). Le modèle chinois a donc vraisemblablement été une source d'inspiration pour la création de la plateforme African Business Initiative, développée par le Kremlin et les équipes du ministère de l'Industrie et du Commerce (MinPromTorg). En 2016, le ministre Denis Mantourov a, dans la même veine, favorisé la création de plusieurs forums bilatéraux russo-africains afin de tisser une diplomatie du lien économique entre les industriels africains et russes. Dans ces instances, la Russie veut montrer, malgré son statut de pays émergent, ses capacités à accompagner les États africains dans leur développement.

L'institut cultive par ailleurs sa visibilité extérieure par le biais de séminaires d'accompagnement d'événements liés au commerce extérieur (Forum de Saint-Pétersbourg) et à la mémoire de la coopération africano-soviétique[30]. La Russie met, en effet, un point d'honneur à soutenir les initiatives africaines qui commémorent les luttes de libération nationale et les anniversaires « douloureux » pour l'ancien colonisateur européen. Ainsi, Moscou s'est impliqué dans la célébration de l'anniversaire des 20 ans du génocide tutsi au Rwanda, en 2014. Une action politico-diplomatique a eu lieu en ce sens à l'Académie des sciences pour dénoncer le rôle de la France dans ce dossier[31].

Appuyé par le cabinet de conseil américain Squire Patton Boggs, le gouvernement russe a donc lancé en 2016, sous la houlette de Mikhaïl Bogdanov, l'« African Business Initiative ». Celle-ci vise à développer une politique africaine de la Russie combinant recherche académique, économie, diplomatie, défense et sécurité. Il s'agit plus précisément de positionner la Russie comme un guide pour les États africains soucieux de s'affirmer comme des puissances régionales, à travers la consolidation de leur armée et l'établissement d'un partenariat stratégique avec Moscou. Un observateur français proche de ce dossier souligne que cette initiative a permis de

29. L'initiative a été lancée en 2016 et est rattachée à l'université Johns-Hopkins.
30. Voir, sur le site de l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences de Russie : https://inafran.ru
31. A. Panov, « Ruanda "Kwibuka-20": pamât' o genocide, spory, diskussii » [Rwanda « Kwibuka-20 »: la mémoire du génocide, débats et discussion], *Azia i Afrika Segodnâ*, n° 2, 2015, p. 54.

relancer la machine administrative russe pour réoccuper le terrain économique sous l'angle de l'aide au développement[32].

Le vecteur médiatique

La compétition pour l'Afrique s'exerce aussi par le vecteur médiatique. La Russie déploie plusieurs canaux de communication, en tentant de faire valoir les versions francophone et anglophone de ses deux grands médias internationaux, RT et Sputnik[33]. Leurs sites internet sont déjà largement consultés sur le continent. Leur ligne éditoriale adopte généralement une tonalité critique vis-à-vis des anciens colonisateurs, et la politique africaine de la France y est présentée comme mue par une forme de néo-impérialisme. De plus, selon un ancien cadre aux affaires publiques de Google, la Russie investirait dans des campagnes « Google Adwords » afin que les moteurs de recherche liés à Google et sollicités sur l'Afrique fassent en priorité remonter les informations des agences russes (Sputnik, RT, Tass…)[34]. L'objectif recherché consiste à maximiser la diffusion de ces contenus sur les grands médias traditionnels et sociaux africains. Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de ces initiatives mais il s'agit d'un point de vigilance sur le long terme.

Le vecteur diplomatique et militaro-sécuritaire

Comme indiqué dans le Concept de politique étrangère 2016 (art. 99), l'Afrique s'inscrit dans un ensemble d'organisations régionales dont l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté d'Afrique de l'Est, la Communauté de développement d'Afrique australe, l'Union du Maghreb arabe et l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Le MID russe cherche à y apparaître comme un interlocuteur respectable, voire à y obtenir un statut d'observateur. Les ambitions russes sont plus élevées dans le contexte des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), où Moscou veut apparaître comme le leader et l'inspirateur d'une voie alternative pour l'Afrique[35]. Dans la perception russe, les BRICS tendent à devenir un outil au service de son rayonnement en Afrique, l'organisation pouvant s'ouvrir à

32. Entretien avec l'auteur, Paris, 10 juin 2018.
33. Voir à ce sujet : K. Limonier, « Diffusion de l'information russe en Afrique : Essai de cartographie générale », Note de recherche de l'IRSEM, n° 66, novembre 2018.
34. Entretien avec l'auteur à Paris, juillet 2018.
35. B. Lo, « La Russie, la Chine et les BRICS : une illusion de convergence ? », *Russie.Nei.Visions*, Ifri, n° 92, mars 2016.

d'autres pays africains, voire servir de modèle à la création de nouvelles organisations africaines sous le parrainage de Moscou.

Cette approche s'inspire de celle de l'ancien ministre des Affaires étrangères (1996-1998) et Premier ministre (1998-1999) Evgueni Primakov, qui a travaillé sur l'Afrique avec Nodari Simonia et Alexeï Vassilev, experts à l'Académie des Sciences à partir de 1999. En décembre 2001, Primakov, alors président de la Chambre de commerce et d'industrie, a visité l'Angola, la Namibie, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, en appelant la Russie à construire un monde multipolaire. La vision primakovienne consistait à rallier un maximum d'États africains à la Russie, dans l'espoir de constituer un nouveau bloc anti-occidental capable de modifier les rapports de force à l'ONU et d'ouvrir le cercle des États avec un Siège permanent au Conseil de sécurité (Afrique du Sud, Éthiopie, Angola, Nigeria). Il s'agissait d'infléchir le logiciel géopolitique en cours pour favoriser la multipolarité. Il est cependant peu probable qu'une telle stratégie opère en Afrique subsaharienne, où l'anti-américanisme reste limité.

En revanche, les leaders autoritaires africains sont nettement plus sensibles à la menace d'un « printemps africain ». Moscou a anticipé ce phénomène à partir de 2015 en envoyant plusieurs conseillers politiques (*polittehnologi*) dans une dizaine d'États dont Madagascar, la RCA, la République Démocratique du Congo ou le Soudan[36]. Ces « consultants » proposent aux autorités locales leur expertise en matière d'affaires publiques. Toutefois, s'ils produisent des rapports justifiant leur activité d'un point de vue comptable, ces conseillers sont aussi et surtout des « implants diplomatiques », voire des agents sous couverture. Parmi leurs casquettes, ils peuvent aussi vendre de la sécurité contre des avantages de toutes sortes… Au-delà du secteur de l'armement, l'appui sécuritaire de Moscou se paye en promesses de contrats pour les entreprises implantées dans ces pays dans l'énergie et les métaux rares. En outre, ces « consultants » ont leurs bailleurs de fonds, comme l'homme d'affaires pétersbourgeois Evgueni Prigojine et l'un de ses bras droits, le politologue Iaroslav Ignatovski. L'articulation entre l'ensemble de ces acteurs et sous-acteurs n'est pas évidente, mais l'objectif reste de positionner favorablement la Russie dans le jeu politique de ces pays, voire d'y influencer les processus électoraux[37].

Le rôle d'Evgueni Prigojine est opaque, mais son nom est systématiquement associé aux groupes de sécurité privés déployés en Afrique (en particulier le groupe Wagner), dans le sillon des consultants

36. Le Sénégal et le Mali sont également des cibles pour la mise en place de telles cellules.
37. A. Percev, « Rossijskie polittehnologi izvedaût Afriku » [Les technologues politiques russes s'essayent à l'Afrique »], *Kommersant*, 20 avril 2018, www.kommersant.ru.

politiques évoqués plus haut. Prigojine serait également lié à l'Internet Research Agency, qualifiée « d'usine à trolls » dans les médias occidentaux. Ses holdings (OAO Slavianka, Konkord M…) ont un quasi-monopole sur l'ensemble du marché de l'alimentaire et de l'hygiène des forces armées russes ce qui en fait un acteur majeur qui agit pour le compte du ministère de la Défense russe. Selon une source bancaire proche des milieux d'affaires ghanéens, « les oligarques n'apparaissent jamais au grand jour. Leurs relais font du conseil par le biais d'hommes de paille et de montages plus ou moins complexes. Le but est moins d'aider les États ou leurs dirigeants que d'investir des capitaux dont l'origine est frauduleuse. La CEDEAO suit de très près ces montages. Nous pensons qu'en raison des sanctions contre l'État russe, l'Afrique est envisagée comme nouveau débouché pour blanchir des capitaux avant de les réinjecter en Europe à partir de l'Afrique. D'où l'importance d'avoir des complices politiques et diplomatiques[38] ».

Le cas de la République centrafricaine est particulièrement intéressant à cet égard. La Russie veut-elle travailler avec ce pays ou bien simplement l'utiliser comme réceptacle d'investissements opaques ou un espace de transit ? « En Centrafrique, il y a un accord entre des Russes qui sécurisent les intérêts cachés de certains proches du pouvoir russe en exercice et Bangui qui leur permet tous les montages possibles et leur ouvre des corridors vers les pays voisins. La RCA devient dans ce contexte un lieu idéal pour le transit des flux, le transport physique de liquidités et l'ouverture de compte au porteur. Il faut s'intéresser aux pays proches de la RCA pour trouver un commencement d'explication. Ainsi, nous savons qu'en Guinée équatoriale, la Russie investit massivement ces derniers mois dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). La base arrière centrafricaine constitue dans cette optique un sanctuaire pertinent » souligne la même source, pour qui l'empreinte russe en Centrafrique est moins guidée par une volonté de conquête géopolitique contre les Européens que par la nécessité de créer des points d'appuis pour y sécuriser des montages financiers impliquant l'argent du premier cercle de Vladimir Poutine.

Cette hypothèse, liée à du blanchiment à grande échelle, permet en partie d'expliquer l'emploi de milices privées. Le phénomène n'est d'ailleurs pas nouveau. En effet, les sociétés militaires privées russes, dont l'existence est officiellement interdite par la loi, sont présentes en Afrique depuis une vingtaine d'années, de l'ex-Zaïre à la Côte d'Ivoire en passant par le Soudan[39]. Leur mission a souvent consisté à protéger les intérêts financiers

38. Entretien avec l'auteur, Paris, 22 juin 2018.
39. Lors des opérations en Côte-d'Ivoire (2003), la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie avait soulevé le rôle obscur de ces milices slaves, dont certaines avaient leurs entrées à l'Hôtel Ivoire.

de personnalités politiques en participant à des opérations de couverture plus classiques. D'après l'un d'entre eux : « Lorsque l'on quitte les structures de forces pour servir dans une société militaire privée, le processus d'admission est totalement pris en main par les services spéciaux, car la société qui nous emploie est aussi au service de l'État. Le Kremlin connaît nos agissements. Malgré cela, nous savons qu'en cas de problème, la réalité de nos opérations et de notre présence sera niée ».

Notre interlocuteur confirme que la présence des milices s'est accélérée depuis une dizaine d'années en Asie, en Syrie, dans le Golfe d'Aden, en Ukraine et en Afrique, par le biais de nombreuses entités, comme Antiterror Orel, Slavonic Corps Lmd, Sewa Security Services, Lobaye Ltd, le groupe Wagner ou des groupes cosaques. Des membres de ces sociétés se retrouvent au Soudan, en Centrafrique et en Syrie, avec des missions généralement redondantes telles que la protection de personnalités, la sécurisation de délégations d'hommes d'affaires russes (Gazprom et Rosatom disposent de connexions avec ces structures mais ces activités sont mentionnées, dans les bilans comptables de leur activité, sous l'appellation « external services ») et la formation militaire. La visibilité du groupe Wagner est vraisemblablement liée à la nature de son portefeuille de contrats, qui contient les dossiers les plus sensibles, en particulier la protection des intérêts financiers du Kremlin.

Les vecteurs du nucléaire civil et de l'énergie

Existe-t-il une véritable diplomatie économique visant à promouvoir le secteur énergétique en Afrique ou ne s'agit-il que d'une action opportuniste menée au cas par cas par les grands acteurs du secteur ? La seconde option est la plus vraisemblable, malgré la capacité certaine du Kremlin à instrumentaliser tout groupe industriel dans lequel l'État possède des parts.

Le continent africain constitue pour le groupe Rosatom et ses partenaires un marché à conquérir. Certes, par son statut de corporation d'État (*goskorporacia*), Rosatom est directement lié au Kremlin. Les décisions de ses dirigeants ne sont toutefois pas exclusivement dictées par des impératifs politiques. Rosatom développe en effet une stratégie propre qui, de façon conjoncturelle, peut être mobilisée comme un levier de la puissance russe. Le principe est le même pour l'énergie gazière et pétrolière. Certes, l'éventualité d'une diplomatie de l'énergie est soumise aux contingences commerciales des sociétés impliquées. Cependant, à l'instar de l'Égypte ou de l'Algérie, les contrats énergétiques peuvent devenir des vecteurs d'influence politique.

Un représentant de Rosatom à Paris nous confiait que le groupe russe exportait sa production énergétique nucléaire en Afrique comme « un moyen de modernisation des économies nationales[40] » et de développement du continent. Les dirigeants africains présentent également l'intégration du « club nucléaire » comme un moyen de rehausser le statut de leur pays. Dans ce cadre, Rosatom entend devenir un acteur panafricain du nucléaire dans le sillage de son succès commercial en Égypte – vitrine d'un certain savoir-faire russe – où le groupe a signé l'année dernière un contrat pour la construction de quatre réacteurs à eau sous pression (VVER) d'une puissance de 1 200 mégawatts (MW) chacun. L'Égypte apparaît cependant comme une exception, aucun autre État africain n'ayant à ce stade fait confiance à la Russie pour de telles centrales. En outre, Le Caire n'a pas acheté le *package* général russe (accord énergétique et promesses de contrat dans le secteur de l'armement), et continue de privilégier l'Occident pour certains systèmes d'armes. Dans le scénario optimal voulu par le Kremlin, le client s'engage dans un accord-cadre stratégique créant une forme de monopole à l'avantage des industries russes pour l'ensemble des secteurs régaliens. En Afrique du Sud et en Afrique de l'Est, malgré les efforts diplomatiques consentis pour positionner Rosatom, le groupe parvient difficilement à s'imposer sur ce marché hautement concurrentiel[41].

Pour rebondir, le salon Atomexpo-2017, lié à la filière nucléaire russe et soutenu par le Kremlin et le MinPromTorg, a mis l'accent sur l'Afrique par le biais d'une nouvelle offre de minicentrales nucléaires civiles. Plusieurs marchés économiques ont alors été privilégiés : la Zambie, avec laquelle un accord de coopération scientifique et technique et trois contrats impliquant le ministère de l'Éducation et de la Science ont été conclus pour former des ingénieurs ; l'Éthiopie, avec lequel un MoU a été signé ; le Soudan, avec une série d'accord de recherche pour la production d'hydroélectricité et des études géologiques, via une structure appelée Urangeo, spécialisée dans la recherche d'uranium et la signature en décembre 2017 d'un accord-cadre Russie-Soudan. D'autres pays ont signé des manifestations d'intérêt non contraignantes comme le Mozambique, l'Angola, le Mali, le Zimbabwe et le Rwanda. L'idée des minicentrales pourrait placer la Russie dans une position intéressante dans la mesure où le produit proposé pourrait faire émerger un nouveau marché, au-delà des centrales traditionnelles. Dans ce type de dossier et tout particulièrement en Afrique, le groupe industriel joue sur l'innovation du produit pour rédiger avec le client potentiel les spécifications de l'appel d'offre ou du contrat envisagé. Cette pratique

40. Entretien avec l'auteur, Paris, juin 2018.
41. N. Schepers, « Russian Incentives for Nuclear Hopefuls in Africa », IISS, avril 2018, www.iiss.org.

permet à l'industriel de ne plus seulement être un acteur parmi d'autres, mais un membre intégré au projet dès le début du processus de développement.

Dans les domaines gazier et pétrolier, les compagnies russes ont aussi leur propre stratégie, bien que la présidence d'Igor Setchine, dans le cas de Rosneft, laisse planer le doute sur la destination commerciale de certains partenariats. Le Forum de Saint-Pétersbourg 2018 a été l'occasion pour Rosneft de signer un mémorandum d'entente avec le groupe nigérian Oranto Petroleum, afin de réaliser des projets communs d'exploration sur l'ensemble du continent. Oranto Petroleum est une entrée intéressante pour Rosneft, en tant qu'elle représente un relais pour développer des projets au Sénégal, au Ghana, au Nigeria et au Sud-Soudan. Selon un journaliste d'investigation praguois, ce partenariat pourrait aussi servir de vitrine légale à Igor Setchine pour des opérations parallèles visant à faire passer discrètement des fonds hors de Russie[42].

Pour le gaz, l'empreinte russe est bien plus importante que pour le pétrole avec d'importants contrats en cours en Algérie (accord Gazprom-Sonatrach pour l'exploration, l'extraction et la production de gaz naturel liquéfié) et en Libye. Gazprom dit vouloir reproduire ces succès au Ghana, en Tanzanie et au Mozambique et se vend comme un développeur de solutions pour le client public, qui dans le scénario idéal remettrait l'ensemble du projet entre les mains de l'industriel, et de sa filiale bancaire Gazprombank pour la constitution des garanties et du pool bancaire. Gazprom envisage son implantation en Afrique comme un moyen d'accéder à des ressources complémentaires à celles des gisements russes existants, qui lui permettraient de soutenir sa stratégie d'augmentation de ses livraisons de gaz à l'Europe à hauteur de 190 milliards de m^3. L'objectif serait de livrer davantage de gaz à l'Europe à partir de gisements en Afrique et d'apporter ainsi une réponse à la question du transit par certains pays, dont l'Ukraine. Comme pour Rosneft, la proximité entre le président de Gazprom Alexeï Miller et Vladimir Poutine ne doit pas masquer le fait que le groupe devra un jour apporter un retour sur investissement au pouvoir politique. Tout groupe industriel qui doit son succès commercial dans un pays complexe à l'État, *a fortiori* lorsque Vladimir Poutine s'implique personnellement dans le dossier (cas de certains contrats gaziers et pétroliers), sait que la pratique des affaires en Russie appelle un « renvoi d'ascenseur ». Celui-ci prend notamment la forme d'avantages économiques consentis à certains fonctionnaires facilitateurs (rétro-commissions…).

42. Entretien avec l'auteur, Vienne, mai 2018.

Perspectives : une relation russo-africaine toujours plus clientéliste

Après la Centrafrique, la Russie ne prépare vraisemblablement pas un nouveau coup d'éclat en Afrique. L'émergence effective d'une voie africaine pour la politique extérieure russe paraît improbable, en dépit d'un ancrage à long terme des sanctions occidentales. Cependant, l'hypothèse, même surévaluée, d'un « retour » de la Russie en Afrique, joue en faveur de Moscou et nourrit le discours sur la restauration de la puissance russe, qui constitue un élément fondamental de la légitimité du régime en interne.

« L'effet d'annonce » du retour de la Russie en Afrique devrait néanmoins retomber avec le temps, pour se fondre dans le récit idéologique du monde multipolaire, où la voie russe inclut le dialogue avec les espaces en développement, dont l'Afrique. Cela n'empêchera pas les services de renseignement (Service fédéral de sécurité – FSB, renseignement extérieur – SVR, renseignement militaire – GRU) de continuer leur quête de partenariats en Afrique, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ils devraient également y poursuivre l'implantation d'antennes de renseignement officielles ou clandestines et le développement d'un réseau de sources, en vue de recueillir des informations sur les Occidentaux, leurs actions en Afrique et leurs relais en métropole. Ainsi, dans le sillage de la signature en février 2018 d'un accord militaire avec Madagascar (livraison d'armement de petit calibre), l'île tendrait à devenir à son insu un point d'appui discret pour les opérations du renseignement russe.

Sur le plan économique, la Russie devrait continuer à faire valoir les intérêts de ses grands groupes, et ses élites politiques à chercher en Afrique des havres de paix fiscaux et bancaires. Il faut ainsi s'attendre, jusqu'à la fin du quatrième mandat de Vladimir Poutine, à de plus en plus de montages financiers impliquant des consortiums bancaires et des sociétés-écrans utilisant l'Afrique comme un relais, pour en fin de compte masquer les ultimes bénéficiaires russes. L'empreinte russe en Afrique tendrait alors à basculer dans le « gris » et les financements occultes (montage d'évasions fiscales, alimentation de poches financières clandestines pour soutenir des opérations de renseignement…).

En Russie, les contrats sont solidaires les uns des autres et cette tendance devrait perdurer : les succès dans le nucléaire (Égypte…), le gaz (Algérie) et les grands projets d'infrastructures énergétiques sont liés à la bonne exécution des accords militaires ou à un refinancement de la dette. À cet égard, le Soudan est certainement un pays à surveiller dans les mois qui viennent. Moscou cherche en vain à y sceller le même type de contrats-cadres liant activités commerciales et énergétiques, d'une part, et prestations militaires et de sécurité, d'autre part. La gestion de Khartoum est toutefois particulièrement complexe et instable. En effet, le Soudan n'est pas prêt à confier à la Russie un monopole économico-militaire et préfère rechercher la diversité (Pékin y a investi 17 milliards de dollars pour la seule année 2017). Les banques du pays ont toutefois développé des liens avec les groupes bancaires russes, comme les observateurs l'ont appris les 22 et 23 novembre 2017, lors de la visite du président Omar el-Béchir en Russie. Durant sa rencontre avec Vladimir Poutine, le président soudanais a exhorté la Russie à trouver des solutions pour se protéger contre les États-Unis qui voudraient, selon lui, fractionner le Soudan en plusieurs provinces autonomes. L'argument est vraisemblablement destiné à flatter la fibre antiaméricaine de Vladimir Poutine puisque, dans les faits, les relations entre le Soudan et les États-Unis sont à géométrie variable. Ainsi, Washington a décidé en 2017 de lever un embargo économique qui pesait sur le pays depuis 1997.

Le chef de l'État soudanais a également invité le président russe à réfléchir à la création d'une emprise militaire sur la mer Rouge. Ces déclarations ont pu suggérer un basculement rapide du Soudan dans le giron russe, relayé à Moscou par le président de la commission de défense du Conseil de la Fédération, Viktor Bondarev. Or, il ne s'est, depuis, pratiquement rien passé, à l'exception de l'octroi de quelques facilités militaires logistiques pour les mouvements russes vers la RCA, à partir de cantonnements préexistants. Vladimir Poutine se méfie des liens entre Khartoum et Doha, qui fait partie des bailleurs de fonds du régime d'Omar el-Béchir. La perspective de voir un axe stratégique russo-soudanais se créer est donc peu envisageable, sauf dans le « gris bancaire ».

Au-delà de la survie du régime, la Russie est consciente de ses besoins impératifs en ressources naturelles. Moscou n'entend pas y renoncer. Il devrait donc chercher à suivre le sillage chinois dans sa participation au partage du « réservoir » africain. Une tendance se dessine pour sécuriser des positionnements sur des territoires riches en métaux rares. Selon un diplomate français anciennement en poste en Russie, « alerté par sa communauté scientifique, le Kremlin a pris conscience du fait que le territoire russe n'avait pas des ressources inépuisables pour certains

métaux. Or, l'Afrique en regorge. Vladimir Poutine a donc donné un blanc-seing à ses équipes pour tenter de combler le retard, et prépositionner des hommes sur les espaces stratégiques où la place était encore libre dont la RCA…[43] ». Parmi les ressources nécessaires à la Russie dans les années qui viennent, on trouve le cuivre, le niobium, le gallium, le coltan, le cobalt, le fer, le platine, le zinc, le manganèse, le titane, le mercure et le chrome.

En conclusion, le retour de la Russie en Afrique est plus modeste que l'image renvoyée par le pouvoir et les médias russes et internationaux. Il n'est que le produit des difficultés économiques intérieures du pays, où les grands groupes et les petites et moyennes entreprises (PME) ont un besoin vital d'exporter vers des zones épargnées par les sanctions. Le marché intérieur russe ne suffit plus. Nain économique du continent, Moscou a finalement plus besoin de l'Afrique, réservoir immense de ressources naturelles, que l'Afrique n'a besoin de la Russie. D'une part, Moscou devrait poursuivre sa quête de nouveaux contrats. D'autre part, il cherchera à diversifier ses sources d'approvisionnement en importations de produits agricoles et autres denrées alimentaires, afin de contourner les voies traditionnelles également sous la pression des sanctions. Dans cette optique, le continent africain prend toute son importance.

Il serait donc exagéré de prêter à Moscou une stratégie préparée d'affaiblissement de l'Occident sur le continent africain. Il s'achemine plutôt vers une relation toujours plus clientéliste avec des régimes africains autoritaires et opportunistes.

43. Entretien avec l'auteur, Paris, septembre 2018.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger », *Russie.Nei.Visions*, n° 113, Ifri, avril 2019.
- N. Rolland, « La Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud. Un entrisme sur la pointe des pieds », *Russie.Nei.Visions*, n° 112, Ifri, décembre 2018.
- B. Kunz, « L'Europe du Nord face au défi stratégique russe : quelles réponses politiques et militaires ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 111, Ifri, octobre 2018.
- E. Vardanean, « La Moldavie entre la Russie et l'Occident. L'intégration européenne à l'épreuve des fractures intérieures », *Russie.Nei.Visions*, n° 110, Ifri, août 2018.
- D. Adamsky, « La campagne syrienne de Moscou : évolution de l'art stratégique russe », *Russie.Nei.Visions*, n° 109, Ifri, juillet 2018.
- B. Lo, « Vladimir Poutine et la politique étrangère russe : entre aventurisme et réalisme ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 108, Ifri, juin 2018.
- P. Baev, « L'évolution de la politique russe en matière de lutte antiterroriste : de la Tchétchénie à la Syrie », *Russie.Nei.Visions*, n° 107, Ifri, avril 2018.
- J.-R. Raviot, « Le "poutinisme" : un système prétorien ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 106, Ifri, mars 2018.
- S. Fainberg, « Spetsnaz, contractuels, volontaires : qui sont les "hommes de guerre" russes en Syrie ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 105, Ifri, décembre 2017.
- C. Pajon, « Japon-Russie : les limites d'un rapprochement stratégique », *Russie.Nei.Visions*, n° 104, Ifri, octobre 2017.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.

ifri
1979
2019
Institut français
des relations
internationales